

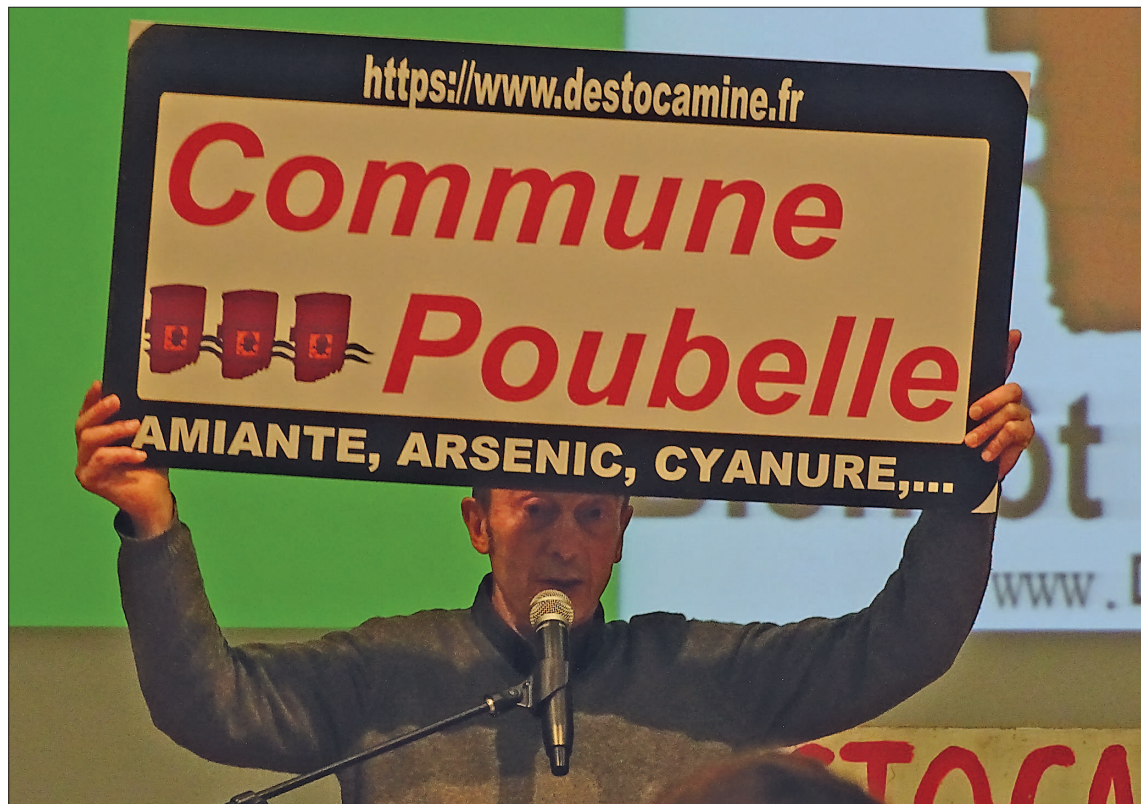
# Stocamine

## « Il va falloir riposter ! »

Il y avait du monde, la semaine dernière dans la salle Grassegert de Wittelsheim, lors de la réunion publique organisée par le collectif Destocamine. Fermement opposés au maintien des déchets toxiques enfouis dans une ancienne mine, les opposants veulent désormais passer à l'action.

« Quand on a organisé cette soirée il y a un mois, nous étions sûrs de fêter la victoire », confiait avant la réunion Yann Flory, le porte-parole du collectif. Autrement dit, les militants de Destocamine s'attendaient à ce que l'Etat ordonne de remonter à la surface les déchets toxiques enfouis à 500 mètres de profondeur. Le rapport du BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières, autorité de référence dans les domaines des risques du sous-sol, Ndlr) et celui de trois députés alsaciens, avaient de quoi rendre optimistes les militants.

Mais le ministre de l'Ecologie François de Rugy semble avoir tiré des conclusions différentes. Et son avis a pris tout le monde de court. Quelques heures à peine avant la réunion du comité de suivi de site (CSS) de Stocamine, il informait le préfet Laurent Touvet de sa décision de laisser 42 000 tonnes de déchets dans l'ancienne mine Joseph-Else, en les confinant sous une couche de béton. C'est au cours d'une réunion à huis clos que le préfet a, à son tour, informé les acteurs locaux du dossier. L'annonce a eu l'effet d'une bombe, et semble faire l'unanimité contre elle dans le Haut-Rhin. Elus et associations ont dénoncé un confinement qui risque de polluer, à terme, les 35 000 milliards de m<sup>3</sup> de la nappe phréatique. En ouverture de la soirée, Yann Flory a commencé par rappeler l'histoire de Stocamine, filiale des MDPA (Mines de Potasse d'Alsace), créée pour stocker des déchets industriels ultimes. Des vidéos d'archives ont notamment été diffusées, où des experts, qualifiés de « bonimenteurs de foire » par le militant, vantaient la sécurité de ce type de stockage souterrain. Des images évidemment tournées avant l'incendie qui a endommagé une partie des galeries, mettant un arrêt brutal aux activités d'enfouissement.



Yann Flory : « on ne veut pas d'un village poubelle ».

### Repoussant cocktail

En quelques années, 44 000 tonnes de déchets ont été mis sous terre : un peu plus de 19 000 tonnes de déchets de classe 0, considérés comme les plus dangereux, et 23 000 tonnes de déchets de classe 1. Il s'agit notamment de résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères (REFIOM), mais aussi du cyanure, du plomb, du zinc, de l'arsenic, de l'amiante. 2 500 tonnes de mercure ont aussi été enfouies, mais 97% auraient été retirées ces dernières années, suite à la décision de l'ancienne ministre Ségolène Royal.

Toujours est-il que l'annonce faite par

le préfet ne change pas l'avis du collectif Destocamine, favorable depuis le début à un déstockage complet de tous les déchets. « L'Etat a fait le choix de ne plus rien remonter : il va falloir riposter ! Et notre riposte doit être proportionnelle à l'attaque ! », a menacé Yann Flory. Premier élu à prendre la parole, le maire de Wittelsheim Yves Goepfert est clairement allé dans le sens des militants de Destocamine. Avant de parler de la venue du ministre François de Rugy ce vendredi 1<sup>er</sup> février dans le Haut-Rhin : « j'espère qu'il aura le courage de venir s'expliquer à Wittelsheim ».

Le député (LR) Raphaël Schellenberger, co-auteur d'un rapport parlementaire avec Bruno Fuchs (apparenté MoDem) et Vincent Thiébaud (LREM), a rappelé que « le rapport du BRGM démontre que tout est sortable », hors bloc 15 (incendié en 2002). Un déstockage total aurait un coût compris entre 250 millions et 450 millions d'euros selon le député (125 millions selon une association de riverains). Beaucoup en sont convaincus : c'est vraisemblablement le montant qui a conduit le ministre à prendre sa décision. Toujours selon le député Schellenberger, s'appuyant sur le rapport du BRGM : entre 8 et 15 ans de travail seraient nécessaires pour tout remonter à la surface. « Il faut savoir qu'un confinement sous une couche de béton a également un coût : environ 90 millions d'euros », souligne le député de la circonscription. Egalement présent à la salle Grassegert, son homologue Bruno Fuchs a pour sa part regretté la position des experts, qui ont influencé les décideurs en faveur d'un confinement.

### Les idées fleurissent

La parole a ensuite été donnée au public, pour réagir mais surtout émettre des propositions d'action

### Condamnation unanime

Plusieurs élus, collectivités et associations ont fait part de leur mécontentement face à la position du ministre. « Une décision uniquement motivée par des raisons budgétaires, en ignorant les risques avérés d'affaissement et de propagation des polluants dans la nappe. Pour faire des économies cette année, l'Etat décide de laisser 44 000 tonnes de déchets sous terre (sic), faisant peser une dette immense sur les générations futures », a réagi Alsace Nature. De son côté, Andrée Munchenbach, présidente du parti Unser Land, dénonce « l'irresponsabilité criminelle de M. de Rugy » et « un mépris intolérable à l'égard de l'Alsace », en appelant à la démission du ministre. Plus mesuré (quoique), le député Raphaël Schellenberger évoque une décision « brutale » et « grave » : « le pire signal [que le Gouvernement] pouvait adresser aux Français au moment où s'ouvre le Grand débat national ».

face à la décision du ministre. Un ancien mineur, syndicaliste CGT, a été chaleureusement applaudi lorsqu'il a proposé l'organisation d'un référendum local au sein de la population. Sandra Regol, porte-parole du parti Europe Ecologie-Les Verts (EELV), a pris le micro à son tour pour régler ses comptes : « pour avoir longtemps travaillé avec lui, j'ai ici le numéro de portable d'un certain François. Si tous les participants à cette réunion lui envoient un message, il pourrait mesurer notre mécontentement ». Un peu plus tard, une participante a proposé « de faire une ZAD comme à Notre-Dame-des-Landes ». Et ainsi em-

pêcher le confinement, en bloquant l'accès des opérateurs sur le site. Une proposition un peu surprenante, quand on sait que la volonté de l'Etat est justement de laisser les déchets au fond de la mine... De son côté, Philippe Alluen, autre membre d'EELV, a ironiquement proposé de faire « une haie d'honneur à François de Rugy lorsqu'il viendra à Fessenheim le 1<sup>er</sup> février ».

Sur le plan juridique, des recours ont été déposés par la commune de Wittelsheim, le Conseil départemental, la Région, ainsi que par le collectif Destocamine et Alsace Nature. Le dossier n'est pas prêt de se refermer.

Gautier Traber

### R. Schellenberger invite le ministre « au fond »

Après avoir appris la venue de François de Rugy dans le Haut-Rhin pour parler de l'après-Fessenheim, ce vendredi 1<sup>er</sup> février, le député Raphaël Schellenberger a invité le ministre à Wittelsheim pour parler de Stocamine. « L'occasion serait la bienvenue de pouvoir descendre « au fond » pour que vous puissiez prendre conscience de la gravité de votre décision et leurs conséquences sur la nappe phréatique d'Alsace », a écrit Raphaël Schellenberger. A l'heure où nous mettions sous presse, l'agenda du ministre n'était pas encore connu.

### Une déjà longue histoire

Entre 1997 et 2002, près de 44 000 tonnes de déchets ultimes sont enfouis à 500 mètres de profondeur, dans l'ancienne mine Joseph-Else, à Wittelsheim. Le 10 septembre 2002, un incendie dans le bloc 15 met brutalement fin à l'activité de Stocamine. En 2013, la ministre Ségolène Royal ordonne de remonter à la surface 93% des déchets de mercure, considérés comme les plus toxiques : une tâche achevée en 2017 (les déchets ont depuis été enfouis dans une autre mine, en Allemagne). Il y a quelques jours, lors de la réunion du comité de suivi de site de Stocamine, le préfet Laurent Touvet annonce la décision prise quelques heures plus tôt par François de Rugy : le ministre de l'Ecologie veut laisser les presque 42 000 tonnes de déchets restants sous terre, et les confiner avec une couche de béton, censée éviter une pollution future de la nappe phréatique.



ARCHIVES JF FREY

Le ministre a opté pour un enfouissement illimité des déchets.



La salle Grassegert était pleine : un indice sur la mobilisation future de la population ?